

Le *travailleur alpin*

Résister, vivre ensemble autrement

n°299 mai 2020
3€



COVID-19: LES LEÇONS D'UN CONFINEMENT

P.6 À 15



www.mobilites-m.fr



**Une marque unique pour toutes
les mobilités sur l'aire grenobloise**



**Appli disponible
AppStore et Google Play**

SMMAG



Sommaire

n°299 • mai 2020

DOSSIER

Numéro exceptionnel en ce mois de mai. Nous consacrons dix pages à l'épidémie de coronavirus dans le département de l'Isère. Ce qui s'est passé dans les entreprises, les collectivités locales, sur les marchés, l'organisation des secours, la presse, des institutions médico-sociales qui ne sont pas sur le devant de la scène... un dossier complet qui témoigne de ce que la vie sociale, syndicale et associative ne s'est pas interrompue au cours de cette période historiquement singulière.

6 à 15

SCIENCES

Où l'on parle là aussi du coronavirus et des questions d'éthique et d'intégrité scientifique que soulève le développement de la pandémie à l'échelle de la planète.

16

A NOS LECTEURS. Le routage et l'envoi postal de notre numéro d'avril ont été très largement perturbés. Ce dernier numéro a été imprimé le 26 mars et il est parvenu à nos abonnés autour du 22 avril. Nos lecteurs voudront bien nous en excuser. Des dispositions ont été prises pour améliorer l'envoi de ce numéro 299 du mois de mai 2020.

DERNIÈRE MINUTE. La fête du TA est finalement reportée. Après l'annonce de l'annulation des festivals par le président de la République le 13 avril dernier, la décision a dû être prise de travailler au report de la fête du TA pour septembre ou octobre, contrairement à ce qu'annonçait notre numéro d'avril, bouclé le 23 mars. Précisions sur travailleur-alpin.fr

A lire sur :

TRAVAILLEUR-ALPIN.FR

SOCIÉTÉ. Le coronavirus et l'intervention du syndicat CGT de ST Micro • Les refus de validation par la CPAM des arrêts de travail autodéclarés... **POLITIQUE.**

Déclaration commune des partis de gauche sur la nécessaire protection des salariés dans l'entreprise...



DR



DR



DR



Gregory Grand

ÉDITO

COVID-19 : LA VIE RALENTIT, ET LA LUTTE DES CLASSES ACCÉLÈRE...

L'épidémie nous a frappés en pleine face. Nous étions nombreux à écouter les informations d'une oreille distraite, et à croire ce qu'était la communication du gouvernement en février : « ça n'était qu'une grippe », après tout... et c'est dans ces conditions que nous sommes allés voter le 15 mars...

Mais l'épidémie est là. Avec le confinement, pour nombre d'entre nous, le rythme des vies ralentit. En parallèle, sous l'impulsion du pouvoir, la lutte des classes accélère.

Casse du Code du travail, refus de stopper les productions non-essentiels, non-respect des annonces sur les indemnités d'arrêts de travail, hausses des prix alimentaires... en face, droits de retraits, batailles syndicales, engagement des soignants, solidarités concrètes, mobilisation des équipes municipales de gauche... d'un côté, une bourgeoisie financière qui sacrifie la vie au nom de son profit – au sens propre cette fois –, et de l'autre un peuple qui cherche une issue individuelle et collective.

Il y a des moments où certains combats prennent encore plus de sens qu'à l'accoutumée...



JÉRÉMIE GIONO
SECRÉTAIRE DÉPARTEMENTAL
DE LA FÉDÉRATION DU PCF DE L'ISÈRE

Mensuel édité par la fédération de l'Isère du PCF, créé en 1928

DIRECTRICE DE LA PUBLICATION : Annie David • **DIRECTRICE :** Simone Torres • **RÉDACTEUR EN CHEF :** Luc Renaud • **RÉDACTION :** Max Blanchard, Pierre-Jean Crespeau, Régine Hausermann, Sylvestre Huet, Claudine Kahane, Jean-Claude Lamarche, François Perez, Jean Rabaté, Luc Renaud, Édouard Schoene, Simone Torres, Van Meer, Louis Zaranski • **SITE INTERNET :** travailleur-alpin.fr • **JEUX :** Van Meer • **MAQUETTE & MISE EN PAGE :** www.ram-one.com, Van Meer, Luc Renaud • **COMMISSION PARITAIRE** 0905 P1 1377 ISSN 1247-6153 • **PUBLICITÉ :** Tél. 04 76 87 70 61 • **IMPRESSION :** RC Grenoble 56b 161 • **PRIX :** 3,00€ • **CONTACT :** tél. 04 76 87 70 61, télécopie 04 76 87 86 79, courriel redaction@travailleur-alpin.fr • **PHOTOS DE COUVERTURE :** le site de ST Microelectronics, à Crolles, photo Pierre-Jean Crespeau



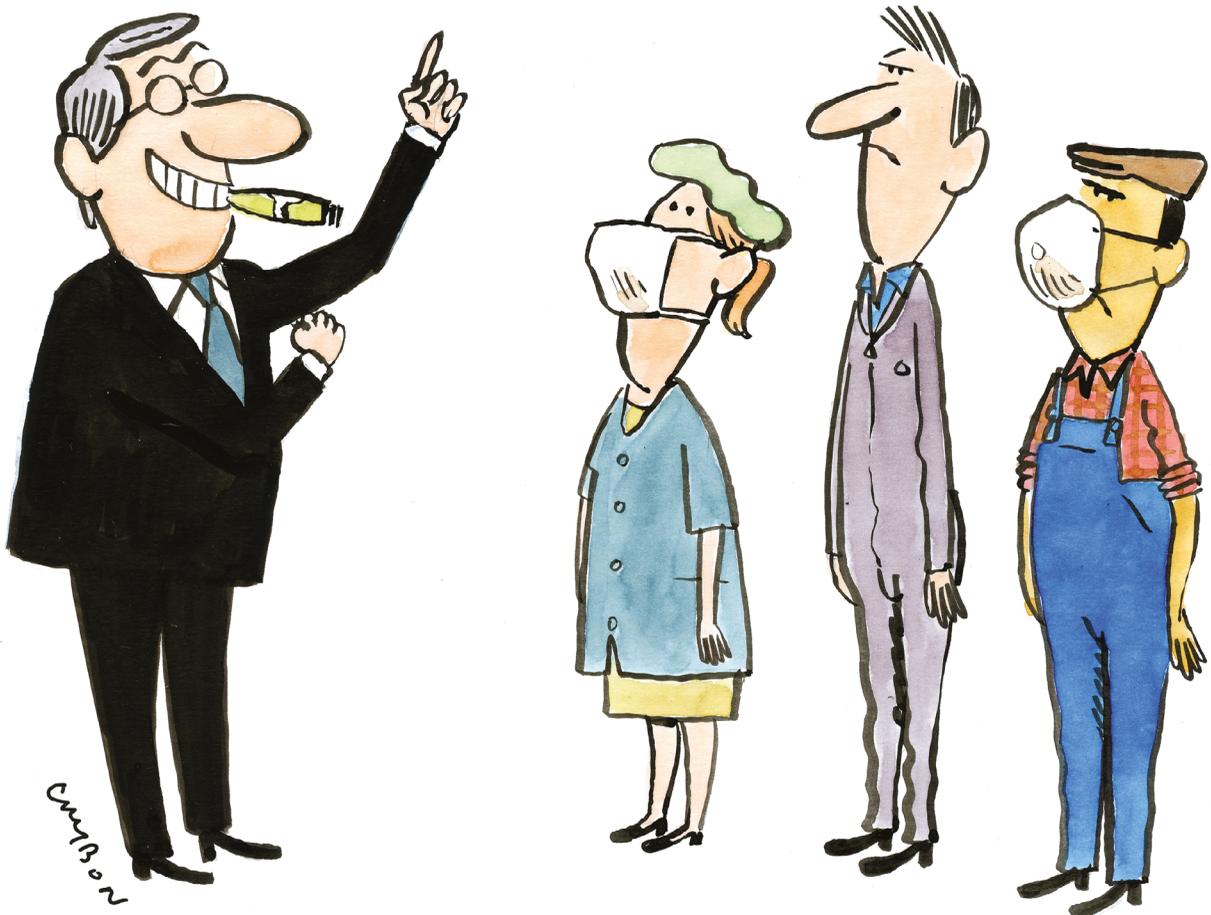
Le Travailleur alpin



@journal_LeTA

RETOUR AU TRAVAIL

SOYEZ DES HÉROS!
RENONCEZ À VOS 35 HEURES
ET À VOS CONGÉS PAYÉS!





A Échirolles, la liste conduite par Renzo Sulli est arrivée en tête avec 30,37% des suffrages.

En attendant le second tour

SIMONE TORRES

Dans le contexte d'une épidémie planétaire, les municipales ont d'abord été marquées par un taux d'abstention inédit.

En Isère, ce premier tour des élections municipales, deux jours avant le confinement, a vu des succès de la gauche, avec la réélection de David Queiros à Saint-Martin-d'Hères, le succès de la liste de Renzo Sulli à Échirolles (30,37%) et d'Eric Piolle à Grenoble ou encore la première place de la liste de gauche à Crolles, devant le maire sortant et sa liste PS macroncompatible.

À Fontaine, la droite arrive en tête. La liste « Fontaine notre planète commune » est en tête de la gauche (24,17%), malgré une campagne de diffamation et les attaques conjointes des autres candidats.

Au Péage-de-Roussillon, la liste d'André Mondange se retrouve en première position (26,81%). Les autres listes, de droite, sont restées enlisées dans leurs dissensions.

À Vizille, à l'issue d'une campagne

conduite par Bernard Ughetto largement encouragée par les acteurs de la vie associative, la liste de gauche passe de 9,78% des exprimés en 2014 à 27,37% et gagne 242 voix alors que nombre de votants a baissé de 846 par rapport à 2014.

Dans cet entre-deux tours atypique – les incertitudes quant à sa date et ses modalités restent entières –, les candidats

Contribuer à la solidarité concrète

ne restent pas inactifs. Jean-Paul Trovero n'a pas manqué de prendre de nombreuses mesures face à la crise sanitaire : colis alimentaires, aide logistique aux restos du cœur ou maintien ouvert un dispositif d'hébergement d'urgence hivernal. À Vizille, la liste de Bernard Ughetto a mis son site internet à la disposition des Vizillois pour faciliter la diffusion d'infos pratiques et apporte sa contribution à l'organisation d'initiatives concrètes d'organisation de la solidarité comme les « Quartiers paysans » qui assurent le lien entre producteurs et consommateurs. ★

Les chiffres de l'abstention

Au niveau national, le taux d'abstention est passé de 36% en 2014 à 55% en 2020. Selon un sondage Ipsos, 39% des abstentionnistes ont été motivés par l'épidémie de coronavirus. Les décisions de fermeture des lieux publics la veille du scrutin, ainsi que la demande de confinement des personnes âgées, ont joué un rôle essentiel.

Au Péage-de-Roussillon, l'abstention a progressé de 46,78% en 2014 à 67,52% en 2020 ; à Fontaine de 43,18% à 61,98% et à Vizille de 44,60% à 61,11%.

Les perspectives du second tour

L'enjeu sera naturellement de permettre à tous ceux qui se sont protégés du virus de pouvoir s'exprimer.

À Vizille, toujours debout, unis et surtout solidaires, la liste de Bernard Ughetto estime collectivement qu'elle a des réserves de voix et que la campagne peut être améliorée pour l'emporter. La liste arrivée en tête, dans laquelle figure l'ancien maire EELV battu en 2014, a exprimé son rejet d'un regroupement qui aurait permis de rassembler la gauche. À Fontaine, les co-listiers de Jean-Paul Trovero choisissent de valoriser le rôle primordial des communes dans le maintien des services publics de proximité et l'aide aux personnes socialement fragilisées. En l'état actuel des choses – mi-avril –, la liste divers-gauche arrivée en quatrième position refuse la fusion et prend la responsabilité du risque de laisser la ville à la droite avec laquelle elle a des contacts, que ce soit LREM ou Modem.

À Échirolles, le maire a indiqué qu'il se mettait à temps plein au service de la lutte contre l'épidémie. Les candidats et les communistes sont engagés dans les actions de solidarité, de la mise à disposition de masques à l'organisation du contact avec les personnes fragiles face au virus.

*David Majewski :
« Notre intervention
a renforcé la
sécurité »*



La protection des salariés contre le risque de contamination a été le cœur de l'activité de la CGT ST Micro, à Crolles. Avec des résultats concrets. Une intervention qui se poursuit dans le contexte d'une reprise de l'activité dont la rapidité inquiète. Entretien avec David Majewki, délégué syndical CGT du site

LUC RENAUD

« La direction anticipe le déconfinement ». Constat de David Majewski, délégué syndical CGT à l'usine crolloise de ST Microelectronics. Nous étions pourtant le 24 avril, à près de trois semaines de la date officielle d'un début de reprise, le 11 mai. Mais c'est dès le début de l'épidémie que deux logiques se sont affrontées : la satisfaction des clients et des actionnaires ou la prééminence de la santé des salariés.

AU POINT QUE, DÈS LE 18 MARS, la CGT, avec le concours de l'inspection du travail, avait lancé une procédure de constat de « danger grave et imminent » pour les salariés. « Au début, se souvient David Majewski, nous n'avions que des marques au sol et un accès à du gel hydroalcoolique ». Un accord d'entreprise, aussi, qui prévoyait la diminution des effectifs présents sur le site « jusqu'à 50% », objectif qui n'a jamais été réellement atteint dans les zones de production. Sept cents personnes étaient présentes sur le site par tranche de 24 heures, un minimum de trois cents en même temps. Une prime de présentisme était proposée aux salariés, trois cents euros. Le recours aux intérimaires était multiplié pour maintenir le niveau de la production. Laquelle n'avait guère baissé de plus de 20 à 30%, selon le degré d'automatisation des processus. Mi-mars, La CGT demandait donc la mise en veille de la production.

CETTE PROCÉDURE DE DANGER GRAVE ET IMMINENT a pourtant fait bouger les choses. « Depuis, trente-une mesures barrière ont été prises, en plus de ce qui existait déjà », souligne David Majewski. Caméra thermique à l'entrée, adaptation des croisements entre équipes montantes et descendantes, installation de distributeurs de gel, renforcement de l'équipement en masques, évolution de la gestion des plateaux à la cantine... « Ce que nous avons fait a été utile. »

Reste pourtant un motif d'inquiétude, celui de la rapidité de la reprise de l'activité. « Aujourd'hui (le 24 avril, ndr), même si c'est difficile d'être précis, nous atteignons les mille personnes présentes par tranche de 24 heures sans compter les salariés extérieurs à ST Micro travaillent sur le site », note David Majewski. Les travaux de développement de l'outil de production, un temps suspendus, ont repris leur cours. Des salariés en télétravail sont revenus.

Alors la CGT poursuit son travail de protection des salariés. Pour les

intérimaires, par exemple. « La règle, pour les salariés de ST, c'est une journée de "mise à l'écart" par semaine ; pour les intérimaires, c'est une tous les quinze jours : nous demandons qu'ils bénéficient de la même règle que nous ». Le syndicat CGT de Manpower a d'ailleurs à son tour suscité une procédure de danger grave et imminent pour les intérimaires. Mi-avril, l'une d'entre eux était testée positive au virus.

Sur le site crollois, l'instruction du danger grave et imminent suit son cours. L'inspection du travail s'est rendue sur place le mardi 21 avril, des entretiens ont eu lieu avec la direction. « La situation évolue plus vite que la procédure, note David Majewski, mais tout ce que nous avons acquis est utile pour aujourd'hui et le sera évidemment demain si la hâte avec laquelle s'organise le déconfinement devait contribuer à une deuxième vague pandémique – notre action syndicale, c'est aussi pour tenter d'éviter d'en arriver là. »

ACTION SYNDICALE, C'EST AUSSI CE QUI AURA MARQUÉ ces jours inédits. « Bien sûr, nous ne pouvions pas nous rendre dans les ateliers et les bureaux comme nous le faisons d'habitude », explique David Majewski. Reste une réalité, celle de l'efficacité syndicale :

De nouveaux contacts, un atout de plus pour l'activité syndicale

les salariés ont pu constater dans leur vie au travail les fruits de l'activité de la CGT. « Le développement des mesures barrière, c'est un vrai résultat. » Ces deux mois ont aussi permis de développer de nouvelles formes de lien avec les salariés. « Nous avons multiplié les canaux d'information, avec les syndiqués comme c'est l'habitude, mais aussi avec des salariés qui voulaient être informés par le syndicat et nous avons pu le faire par voie électronique, un outil supplémentaire que nous pourrions utiliser à l'avenir ». Le site internet de la CGT Crolles a également joué un rôle important, « sa fréquentation a été multipliée par trois ». Certes, « nous ne sommes pas au niveau de ce qu'a pu faire la direction avec ses envois de courriels quasi quotidiens, mais une information syndicale a pu réellement exister ».

Et puis il reste le cœur de l'action au quotidien : « le syndicat intervient sur toutes les situations dangereuses, nous faisons évoluer les choses ; c'est ce qui est essentiel ».





Luc Remond

Elisa Balestrieri, membre du secrétariat de l'union départementale CGT.

Qui va payer la crise sanitaire ?

LOUIS ZARANSKI

Quelle place pour la vie humaine quand il faut sauver l'économie ? Sur le terrain du travail, deux logiques s'affrontent. Protéger les salariés ou les bénéfiques, il faut choisir.

Le 16 mars, le premier discours de Macron semblait clair : restez chez vous, télétravaillez si vous le pouvez, et ne vous rendez pas sur votre lieu de travail. Si clair que beaucoup d'entreprises ont pris l'initiative de fermer. Mais dès qu'il apparaît que le confinement va durer et que l'État ne paiera pas tout, les boîtes rouvrent les unes après les autres :

il faut faire entrer du chiffre d'affaires.

Très rapidement, la CGT est sollicitée sur tout le territoire. « Je dois retourner bosser, on est à quatre dans un camion sans savoir si l'un de nous est porteur du virus. » « Mon entreprise ne met pas grand chose en place : ni gants, ni masques. Ils nous demandent juste de travailler à un mètre les uns des autres. » Les appels se succèdent, et la CGT élabore un plan de bataille : les syndicats déposent des droits d'alerte pour danger grave et imminents (DGI), encourageant les salariés à exercer leur droit de retrait et demandent au gouvernement de dresser une liste des entreprises stratégiques, pour faire fermer les autres. « A ST Micro, ça fait trois

semaines que la procédure est en cours d'instruction : combien de nouvelles contaminations pendant ce temps ? » s'interroge Elisa Balestrieri, secrétaire de l'UD-CGT. Et des batailles sont gagnées : « chez Becton Dickinson, le DGI a obligé la direction à mettre en place des mesures d'hygiène renforcées. A Saint-Egrève, la rouverture de Noz, elle, n'aura tenu que deux jours face à

Des fermetures, des protections supplémentaires

la pression des salariés accompagnés de la CGT commerce. »

Si la crise sanitaire a un coût, il ne doit pas être supporté par les salariés : des employeurs n'ont payé que la partie prise en charge par la sécu en cas d'arrêt pour garde d'enfant, obligeant les parents à vivre avec 50 % de leur salaire. Et depuis que le gouvernement a autorisé les employeurs à fixer unilatéralement les dates de congé, avec une prime potentielle pour ceux qui vont bosser, le message est encore plus clair : les entreprises n'ont pas les moyens, les salariés doivent payer. « Ça, c'est ce qu'affirment le Medef et le gouvernement, mais la réalité est tout autre : le CAC 40 distribue des milliards de dividendes et les assurances réalisent des profits monstrueux avec la diminution des accidents de la route : c'est là qu'il faut prendre l'argent pour investir massivement dans l'hôpital, les services publics et garantir à chacun un revenu sans risquer de se tuer, littéralement, au travail » martèle Elisa. ★

Sanction pour refus de transport de virus

Eric (le prénom a été modifié) est transporteur. Le 14 mars, alors que la crise explose en Italie, son employeur lui demande d'aller y faire une livraison. Il refuse, pour ne pas prendre de risque et éviter de ramener le virus à son retour. Deux semaines plus tard, en plein confinement, il est convoqué à un entretien préalable au licenciement. Alertée par le salarié qui voit déjà sa vie s'effondrer, la CGT accompagne ce salarié en vue de porter l'affaire devant les prud'hommes, dont l'activité juridictionnelle est à l'arrêt.

Des droits à défendre

Le confinement, occasion de briser les syndicats ? C'est en tout cas ce que faisait la direction de la sécurité sociale jusqu'à fin avril : depuis le 16 mars, elle interdisait aux délégués syndicaux d'accéder aux sites, les empêchant du même coup d'envoyer des mails aux salariés. « C'est aussi pour ça que la CGT a créé un numéro vert pour accompagner les salariés dans la défense de leur droit : diffusez partout le 0 805 384 899 ! »

Le télétravail ne peut pas tout

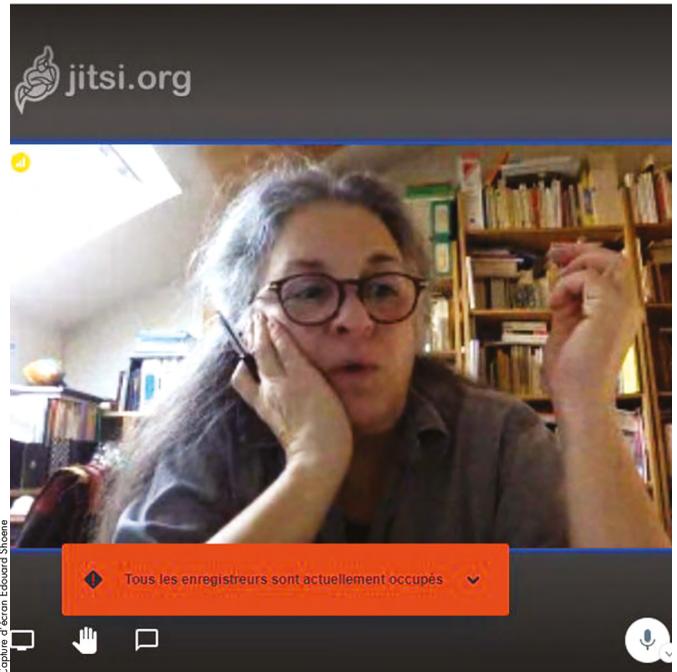
EDOUARD SCHOENE

Le télétravail existait déjà, à petite dose dans certaines professions. Qu'en est-il lorsque que le passage obligé par le filtre de l'écran se généralise ?

Personne n'était prêt. Evidemment. Il a fallu commencer par traquer les ordinateurs portables disponibles, les équiper pour le télétravail. A la Métro, par exemple. Isabelle Krzywkowski, enseignante chercheuse en lettres, confirme cette impréparation : « les outils mis en œuvre sont inadaptés, notamment pour l'enseignement. » D'où une « perte de temps », relevée par Stéphanie Prasse, cadre au Centre technique du papier (CTP).

Organiser le travail à domicile avec cette ampleur, ce fut aussi une découverte. Frédéric Noël, enseignant-chercheur à l'Institut national polytechnique (INP), syndicaliste, note qu'un « un accord pour un à deux jours par semaine existait ; nous sommes aujourd'hui dans le flou réglementaire ». Et Isabelle Krzywkowski note qu'il n'y a « aucun cadre défini (horaires, pauses...) ». Avec, dans le contexte spécifique du confinement, une difficulté supplémentaire : « pour les collègues qui ont charge d'enfants, il est difficile de dégager

Ceux qui peuvent travailler à la maison et les autres



Sur le télétravail, un télétravail – ici avec Isabelle Krzywkowski –, quoi de plus normal.

8 heures en continu. Le travail fragmenté, c'est rude. Aucune réflexion n'a été menée sur l'allègement des tâches. »

Autre constat de Christophe Neyret, cadre au CTP : « c'est un élément de rupture sociale, rapidement la différence s'est marquée entre techniciens et ingénieurs. » Ceux qui peuvent travailler à la maison et les autres. A l'INP, les techniciens ont été autorisés à rester chez eux. C'est loin d'être partout le cas.

Les conditions de télétravail, un autre aspect. Isabelle Krzywkowski commente : « nous vivons depuis longtemps avec des horaires excessifs, à dix heures par jour ;

ce qui change, c'est que c'est dix heures d'écran ». La commission hygiène et sécurité du CSE de l'INP a noté « une augmentation du stress ».

Mais la période est propice à la réflexion. Marianne Prévest, bibliothécaire à l'université, l'indique : « beaucoup de nos activités sont arrêtées, ça laisse du temps : on mesure les priorités, le rôle de chaque salarié ». Perspective d'une revalorisation du travail de chacun, d'une organisation utilisant à la fois les possibilités d'un travail à distance mieux défini et la réhabilitation du collectif de travail? ★

Le travail, c'est collectif

« Les visioconférences réduisent les échanges, accroissent les tensions. » Un constat : on se comprend mieux quand on est physiquement présent. L'expérience du confinement à domicile met en lumière l'importance du collectif de travail et la vigilance nécessaire sur le droit du travail. « La créativité, c'est le fruit de collectifs de travail, elle est affaiblie par l'absence de rencontres. »

Tirer bénéfice de l'expérience, aussi

Si la rencontre physique est indispensable à l'efficacité du collectif de travail, l'expérience du télétravail ouvre aussi des perspectives. « On pollue moins en se déplaçant moins et je gagne 1 h 30 de transport quotidien. Les visioconférences pourraient être utilisées pour réduire des déplacements coûteux et chronophages. » « Dans certains cas, le télétravail permet de se concentrer sur une tâche. » Une condition : « le télétravail, les visioconférences, ce ne sont que des outils supplémentaires, pas alternatifs. »

Les marchés du monde d'après

Beaucoup d'habités n'étaient pas là, dans les marchés du confinement. Mais Marion, fromagère matheysine, note qu'ils ont accueilli une nouvelle clientèle : « la libération du temps a donné envie de s'intéresser à ce qui se faisait à côté de chez soi. Ça ouvre les yeux, ça montre qu'on peut manger local à des prix abordables ». Marion l'espère : « l'habitude va être gardée, car cette nouvelle clientèle a eu le temps de découvrir de bons producteurs ».

Agents, producteurs, clientèle, la solidarité

A Fontaine, après une mise en place un peu chaotique, tout s'est rapidement rodé : les services techniques installent les barrières et font respecter les normes sanitaires. « C'est un investissement humain lourd pour les agents, compliqué pour les gens, mais ensemble nous avons démontré que tout le monde est suffisamment responsable pour que ça se passe bien. » Marie Menut insiste sur l'engagement des agents de la ville et sur la solidarité des producteurs : « ils organisent eux-même le roulement, pour que tous les habitués aient la possibilité de vendre. Certains vendent les produits de ceux qui ne peuvent pas venir, le maraîcher bio embauché trois personnes de plus pour limiter le temps d'attente : nous vivons un moment de solidarité aussi exceptionnel que la crise. »

Les marchés, le bol d'air du confinement

LOUIS ZARANSKI

« Quand on a appris que les marchés devaient fermer, ça a été le choc : comment vont survivre les petits producteurs ? Comment les gens vont-ils pouvoir continuer à bien manger à un prix abordable ? »

C'est par ces mots que réagit Marie Menut, adjointe en charge du développement économique, des locaux d'activité, de l'économie sociale et solidaire à Fontaine.

La ville de Fontaine s'est donc mobilisée pour sauver ses marchés et a saisi la brèche ouverte par la préfecture, quand celle-ci a annoncé que des dérogations seraient possibles. Sur les sept demi-journées de marché que compte la ville, la demande porte sur la réouverture de quatre : « pour



Marie Menut, adjointe en charge du développement économique à Fontaine.

nous, il fallait en demander le maximum pour en obtenir au moins une ou deux », confie Marie. A sa surprise,

Tout Fontaine est là

la préfecture valide toutes les demandes : le marché Marcel Cachin s'installe les mardi, samedi et dimanche matin, et le marché de producteurs reprend sa place le mercredi après-midi dès la semaine du 23 mars.

Le marché n'a pas qu'un rôle économique : il a également un rôle social. C'est pour beaucoup la seule sortie de la semaine, l'occasion de parler à quelqu'un d'autre que son conjoint ou ses enfants au téléphone. A 1m50 de distance, les conversations n'en finissent plus, preuve que ce bol d'air est nécessaire.

Les marchés ont un succès dingue, avec une clientèle extrêmement variée : tout Fontaine est là, et même des riverains qui n'avaient pas l'habitude de faire leurs courses au marché. « Le grand air est moins anxiogène qu'une grande surface », souligne Marie.

Quand les commerçants non sédentaires pourront-ils revenir ? « L'État doit fixer les règles : c'est la seule possibilité pour que tout le monde soit traité sur un pied d'égalité. »



Le lait n'attend pas

Marion Calvat est fromagère et vend sa production sur les marchés de La Mure, Pierre-Châtel et Vizille. Quand elle a appris leur fermeture, ça a été la panique. Et l'incompréhension, aussi : les grandes surfaces restaient ouvertes. « La traite, c'est tous les jours ; la cave n'est pas extensible et si les fromages ne sont pas écoulés, nous ne pouvons plus en fabriquer et le lait doit être jeté », explique Marion. C'est donc avec soulagement qu'elle apprend que les marchés de Pierre-Châtel et Vizille sont maintenus. « La Mure n'a même pas pris le temps de nous passer un coup de fil : c'est en regardant sur internet qu'on a su qu'ils n'avaient pas fait la demande de dérogation. » Marion souligne l'investissement des villes : « les marchés de Pierre Châtel et Vizille ont été dédoublés, et les agents assurent la sécurité ». Et les gens sont contents : ils retrouvent leurs bons produits et ont besoin de discuter.

La continuité pédagogique discontinue

LAURENT JADEAU

Dès l'annonce du confinement et de la fermeture des établissements scolaires, le ministre de l'Éducation nationale, Jean-Michel Blanquer, avait dit fièrement : l'école continuera. Grâce au numérique et au savoir-faire des enseignants, tout ou presque, devait continuer comme si de rien n'était. La réalité a été tout autre.

Quelques heures à peine avant l'allocation d'Emmanuel Macron du 16 mars, Jean-Michel Blanquer avait assuré qu'une fermeture totale n'était pas à l'ordre du jour. Il annonça immédiatement après, fièrement, que tout était prêt pour que l'école continue à la maison, la fameuse « continuité pédagogique ».

CONCRÈTEMENT, DANS LES FAMILLES, c'est au mieux se partager les ordinateurs et la connexion entre les deux ou trois enfants, un ou deux parents en télétravail, tout en gérant le quotidien. Cela signifie clairement des amplitudes de travail démesurées. Beaucoup de ces enfants y ont fait preuve d'une autonomie remarquable. Beaucoup de parents se sont aussi rendu compte qu'enseigner était un vrai métier !

Mais ça, c'est quand tout va bien. Pour d'autres familles, c'est l'absence totale d'équipement, l'absence de maîtrise des outils, des parents n'étant pas forcément en mesure de comprendre ce qui est demandé, ayant parfois d'autres priorités : tout simplement manger. En l'absence de restauration scolaire, les distributions alimentaires des associations humanitaires explosent !

POUR CEUX-LÀ, LES ÉQUIPES ENSEIGNANTES ont déployé des trésors d'imagination. En lien



DR

Le groupe scolaire Ferry Casanova, à Fontaine.

avec les communes, ils ont permis à chacun de recevoir si besoin en était, les activités en format papier. De véritables « drive éducatifs » ont été parfois créés dans les écoles. On a même fourni des kits de « premier équipement » : sty-

los, crayons, ciseaux, règle... À Fontaine, on peut affirmer qu'aucun enfant scolarisé n'est resté sans contact du tout avec son école, au moins une fois par téléphone. Dans leur immense majorité, les enseignants ont travaillé beaucoup plus, pas toujours aidés par l'institution.

Fontaine se mobilise pour les enfants en difficulté

Toujours en première ligne sur les questions d'aide aux plus fragiles, Fontaine à très vite réagi face au risque de creuser encore les inégalités. Un premier travail, à travers le dispositif de réussite éducative, les centres sociaux, le service égalité, fut d'identifier, en lien avec les enseignants, les enfants les plus éloignés de l'école. Fournir des « kits » de matériel éducatif de base, mobiliser la médiathèque, mettre en place des solutions pour palier l'absence de restauration scolaire... L'équipe municipale, avec l'engagement remarquable des agents, a déployé tout son savoir-faire pour garder le lien avec tous les enfants.

MAIS CE TRAVAIL remarquable, ce n'est pas « l'école qui continue ». Tout le monde le dit, il aurait fallu se l'avouer dès le début. Cela pourrait être aussi une formidable occasion de repenser le sens des apprentissages.

Car faire école, c'est aussi s'appuyer sur d'autres acteurs : Atsem, éducateurs territoriaux, CPE, assistants d'éducation, psychologues, enseignants spécialisés, personnels de santé scolaire... autant de professionnels maltraités par ce gouvernement. L'expérience douloureuse de l'absence d'école nous l'aura rappelé à tous. ★



La maison d'accueil spécialisée le Champ rond accueille une quarantaine de personnes adultes polyhandicapées.

Empêcher à tout prix l'entrée du virus

CLAUDINE KAHANE

Les hôpitaux et les Ehpad sont sous le feu des projecteurs. D'autres structures ont dû s'adapter aux contraintes de la lutte contre l'épidémie.

« La priorité a été de réduire au maximum tout contact extérieur, dont les visites des familles et les intervenants, si bien qu'il a fallu répartir au-

trement le travail et mettre en œuvre des contacts par téléphone et en visio entre les résidents et leurs familles. » Christelle, chef de service, Johanna, aide-soignante, et Pénélope, éducatrice spécialisée, travaillent à la maison d'accueil spécialisée (MAS) le Champ rond, à Saint-Ismier, dans la vallée du Grésivaudan. Un lieu de vie pour une quarantaine de personnes adultes polyhandicapées, réparties

en quatre unités, accompagnées par une équipe de professionnels, soignants, infirmiers, médecin, psychologue, éducateurs spécialisés, administratifs, techniciens.

La sécurité a été la priorité et les mesures de protection bien mises en œuvre. Mais, ajoute Johanna, « nous vivons un alourdissement du travail, provoqué par l'absence d'une partie des personnels

Se partager le travail pour assurer l'indispensable

(malades ou à risques) et la nécessité de privilégier le volet protection et soins aux résidents ». Ainsi, précise Pénélope, « toutes les activités éducatives internes ou externes ayant été suspendues, mon travail qui se partageait entre soins et accompagnement éducatif est désormais consacré aux soins ». « Certaines tâches techniques (lingerie, entretien) ont dû faire l'objet d'un partage entre personnels volontaires », indique aussi Christelle.

Mi-avril, toutes trois avaient cependant bien conscience que ces conditions pourraient se dégrader brutalement si jamais l'épidémie venait à toucher les résidents de la MAS, d'où l'obsession de la sécurité sanitaire. Une disponibilité pour les résidents et leur famille de tests et de masques aiderait à améliorer les choses. ★



JOHANNA RENAUD BATAILLARD, AIDE SOIGNANTE

« Comment les résidents ressentent-ils cette situation? Pas

facile à dire; à de très rares exceptions, ils ne peuvent pas parler. Il est probable qu'ils ont perçu l'arrêt des activités éducatives et la restriction des déplacements – même s'ils peuvent encore se retrouver en très petits groupes –; la distanciation des contacts avec les familles, aussi. Mais à ce stade du moins, nous n'avons pas noté de signe spécifique de souffrance ou de malaise. »



PÉNÉLOPE LACHELLO, ÉDUCATRICE SPÉCIALISÉE

« Paradoxalement, la dégradation de nos conditions de travail,

avec la priorité, pour ne pas dire l'exclusivité mise sur les soins de première nécessité et l'arrêt des activités éducatives, ainsi que la suspension de réunions d'équipes, a généré une ambiance de travail plus solidaire et moins cloisonnée. J'ai l'espoir que cela nous permettra, dans l'après, de continuer à réfléchir sur l'organisation et le partage du travail au sein de la MAS. »



CHRISTELLE WACH, CHEF DE SERVICE

« Une réunion de crise, rassemblant des représentants de chaque unité et de chaque corps

de métier, a été organisée le mardi 17 mars, au premier jour du confinement, avec comme objectif numéro 1 d'empêcher que les résidents soient atteints par l'épidémie. Tous les personnels se sont fortement impliqués et les dix premiers jours du confinement ont été utilisés à repenser collectivement l'organisation de la MAS, et à ce jour l'ambiance est plutôt sereine. »



Gregory Grand

Secouristes prêts au départ en intervention, et logisticiens pour veiller à la préparation et à la décontamination du matériel.

Les secours, ce sont aussi des bénévoles

GREGORY GRAND

A Vizille, une permanence a été assurée pendant le confinement par les secouristes de la Fédération française de sauvetage et de secourisme, au centre de loisirs des Corniers.

Les bénévoles de la Fédération française de sauvetage et de secourisme (FFSS) étaient à pied d'œuvre. Un centre dans lequel ils se sont relayés jours et nuits pour faire face à leurs missions habituelles, mais aussi bien sûr celles qui découlent de l'épidémie de coronavirus.

Depuis le 17 mars, date du début du confinement, jusqu'au début du mois

d'avril, ils ont réalisé une vingtaine d'interventions, dont une dizaine liée à une suspicion de covid-19. Ils se tenaient prêts à toute éventualité, opérationnels sept jours sur sept et 24 heures sur 24.

Les secouristes se sont organisés en deux équipes, l'une de jour, l'autre de nuit. Chaque équipe est composée de trois secouristes opérationnels et deux logisticiens. Les secouristes opérationnels effectuent les interventions et les logisticiens préparent les équipements, ainsi que le matériel de désinfection et les douches de décontamination.

Une opération commence par l'appel aux urgences d'une personne en dé-

treresse, soit au 18, au 15 (à privilégier pour les appels liés à la santé) soit au 112. Un assistant de régulation médicale lui répond. Dans les cas les moins graves, cela se traduit par un simple conseil médical. Si détresse vitale il y a, il met en place une intervention médicale (Fédération des secouristes ou ambulance privée, pompiers et SMUR).

Deux équipes se sont relayées jour et nuit

Lorsque les secouristes de la FFSS interviennent, ils réalisent un bilan secouriste qui est transmis à l'assistant de régulation médicale, et, si cela est nécessaire, la personne est transportée à l'hôpital. Au retour de l'intervention, si une possibilité de présence du virus est détectée, les secouristes passent en zone rouge (douches de décontamination pour les bénévoles, désinfection des vêtements, des matériels et des véhicules) avant de réintégrer la zone verte. Au cours du mois de mars et jusqu'à la mi-avril, une vingtaine de secouristes a été mobilisée sur la trentaine que compte la section FFSS de Vizille.

Les équipes vizilloises interviennent de l'Oisans jusqu'aux limites de l'agglomération grenobloise et peuvent être appelés sur un secteur plus large en cas de besoin, si d'autres secouristes étaient déjà en cours d'intervention.

Leur mobilisation bénévole constitue un complément évidemment important en période de crise sanitaire, même s'ils ne sont pas sous les feux de la rampe. ★

Accompagnés par de nombreux gestes de solidarité

C'est une réalité : le budget de l'association vizilloise des secouristes de la FFSS ne lui permet pas d'assurer que quoi manger aux équipes de permanence 24h sur 24. Ce sont des Vizillois qui se sont mobilisés pour livrer des repas. Ce dont les secouristes les remercient chaleureusement. Pour mener à bien cette opération, les bénévoles ont également reçu des aides financières du département ainsi que de leur fédération nationale. Plusieurs entreprises vizilloises ont aussi fourni la permanence de secours en combinaisons de protection, gel hydroalcoolique, installé le chauffage des structures montées en extérieur, contribué à l'approvisionnement en nourriture, prêté le chapiteau utilisé pour la zone rouge de décontamination...



Gregory Grand

Du champ à l'assiette, la voie directe

MAX BLANCHARD

Concilier l'approvisionnement en produits frais du terroir et le respect des normes sanitaires en période d'épidémie, c'est la préoccupation des maraîchers isérois. Exemple à Murianette, à la Ferme des saisons.

L'épidémie survenant, il a fallu trouver d'autres pratiques de vente directe. Car pendant la crise, les légumes continuent à pousser ! Et les clients à vouloir s'en procurer. D'autant que l'on nous incite à faire travailler les producteurs locaux. Et la solution a été inventée : le client ne sort pas de sa voiture et tout contact est évité.

Une affaire qui tourne allègrement. Il n'y a qu'à voir la file des véhicules qui se pressent dorénavant en fin de semaine pour profiter de cette aubaine, bénéficiant d'un bouche à oreilles flatteur.

Une sélection de filets de légumes du moment (riche de découvertes) a été préparée à l'avance. Puis, un « service au volant » (« un drive » pour les anglophiles) a été organisé avec l'aide de toute la famille mobilisée. Les véhicules des acheteurs pénètrent les uns derrière les autres sur le terrain de la

La
découverte
de
légumes
de saison



Max Blanchard

Une pratique qu'il a fallu réinventer à l'aune de la distanciation.

ferme en une lente procession les jours d'ouverture. Sans descendre de leur automobile, les acheteurs sont questionnés sur leur choix entre les filets proposés, concrétisé par une note glissée sous l'essuie-glace. Elle sera relevée au bout de la chaîne, là où, gantés et masqués, et avec beaucoup de célérité, les commandes seront placées à l'intérieur du coffre de la voiture, sans contact avec l'occupant, en échange du chèque préalablement rempli.

« C'est un dispositif qui nous semble présenter le maximum de sécurité, même s'il exige beaucoup de travail et d'organisation », se félicite Babette dans un large sourire.

Dans le département, d'autres expériences se sont mises en place avec aussi l'organisation par des associations de livraisons de fruits et légumes à domicile.

Le confinement, c'est aussi l'imagination au pouvoir. ★



De saison, toute l'année

« Nous cultivons une surface de quinze hectares dont deux hectares sont consacrés à notre production maraîchère en agriculture traditionnelle et dans le respect de l'environnement. Les treize autres hectares sont exploités en culture céréalières : maïs, blé et soja. Ainsi nous procédons à une rotation des cultures sur les parcelles chaque année. Cette méthode de travail nous permet d'avoir une meilleure qualité de culture légumière », expliquent Bernard et Babette Perot, propriétaires de l'exploitation. Une production proposée à la vente durant l'année à tous ceux qui apprécient la fraîcheur des produits et qui souhaitent s'approvisionner en légumes de saison. Infos : lafermedessaisons.fr



La sortie du papier au bout d'un groupe de rotatives du Dauphiné libéré.

Sortir le journal, quoi qu'il arrive

EDOUARD SCHOENE

La presse a dû réagir en quelques heures. Trois salariés du DL, syndicalistes ont raconté leur aventure professionnelle.*

Un journal n'est pas une entreprise comme une autre. De par l'attachement de tous les salariés au titre, notamment. Par delà leur opinion sur sa ligne éditoriale.

Au Dauphiné comme dans toute la presse, il a fallu faire front, tous métiers confondus. Nicolas Popelin, rotativiste, syndicaliste CGT, l'explique : « *l'objectif de sauver la production du journal papier, nous le partageons tous* ». Pendant le confinement, une ligne de rotative a été mise à l'arrêt – le nombre d'éditions est passé de 27 à 9, conséquence de l'arrêt de

la vie locale. Deux équipes de rotos travaillent avec des horaires modifiés et des consignes d'hygiène strictes.

« *Les préconisations des élus hygiène et sécurité ont été prises en compte par la direction, qui est bien plus à l'écoute des élus qu'en temps normal. Nous en prenons acte et veillerons à l'avenir pour que cela se poursuive* »,

De vingt-sept à neuf éditions

commente Nicolas Popelin qui souligne que l'activité syndicale ne s'est pas interrompue avec le confinement.

Côté rédaction, là aussi, il a fallu s'organiser. Agnès Briançon, journaliste à Annecy, est déléguée syn-

dicale SNJ : « *le soir des municipales, le 15 mars, je suis allée en préfecture... le 17, c'était le confinement. Le télétravail a été mis en place en 24 heures.* » Ainsi, à l'agence d'Annecy, ils étaient trois sur vingt à travailler dans les locaux.

Ce qui change, c'est d'abord de devoir travailler par téléphone. « *On n'a pas le même contact, c'est plus difficile, moins précis* ». Et puis aussi l'importance des photographes de presse, qui ne sont plus qu'une poignée. « *Leur travail sur le terrain est indispensable* ».

Une expérience utile pour le « monde d'après ». Pour l'heure, les contrats de journalistes à durée déterminée n'ont pas été renouvelés. ★

* La direction du DL n'a pas donné suite à notre demande d'entretien.

Des cas « positifs »

Au 21 avril, une quinzaine de salariés ont été signalés atteints du coronavirus, dont un de manière sévère.

Le coup dur, c'est la publicité

Christophe Giganti, électricien, responsable syndical CGT, le rappelle : « depuis des mois, notre crainte porte sur le devenir des éditions papier auxquelles nous tenons. » Le Crédit mutuel, qui possède le DL via le groupe de presse Ebra, a maintenu le tirage papier qui, pour le DL représente 90% du chiffre d'affaires.

« Le coup dur c'est l'arrêt de la publicité, 40 salariés à Veurey, une centaine dans les territoires. Les annonceurs ont pour la plupart repoussé leurs campagnes. Nous serons vigilants pour que nos directions n'envisagent pas de compenser les pertes par une réduction de la masse salariale. » Car l'effort pour « sortir le journal » a été celui de tous les salariés.

Les pigistes sur le carreau

« Nous avons obtenu du chômage partiel dès le 18 mars et les petits salaires seront maintenus à 100% ». Mais « c'est difficile pour les journalistes pigistes, privés de revenu ».

Abonnements

Le tirage du Dauphiné libéré a peu varié, 180 à 190 000 en semaine, 260 000 le dimanche. Une satisfaction, la hausse des abonnements. Un point noir, la distribution postale. Par portage, elle s'est poursuivie normalement.

L'éthique en temps de pandémie

SYLVESTRE HUET

L'extension de la Covid-19 s'est accompagnée d'un effort scientifique pour trouver traitements et vaccin. Mais l'éthique et l'intégrité scientifiques ont été soumises à rude épreuve.

Doit-on transiger avec les règles de l'intégrité en temps de crise? L'urgence a conduit certains – scientifiques, responsables politiques, journalistes – à le faire. L'espace médiatique et plus encore celui des réseaux sociaux sont envahis par des fake news; des incompréhensions souvent mais aussi des mensonges. Ces désinformations peuvent induire des comportements qui favorisent la propagation du virus, gênent les services de santé, retardent des recherches. Il ne faut donc avoir aucune indulgence pour ceux qui en sont responsables d'autant moins quand ils disposent de pouvoirs politiques, économiques, financiers ou médiatiques.

LES CHERCHEURS sont conscients de l'urgence sanitaire. Des revues scientifiques ont accéléré la circulation des informations entre labos avec des pré-publications d'études sur les analyses du virus, traitements, recherches vaccinales. Mais elles avertissent toujours de ne pas les prendre pour validées, et encore moins comme utilisables pour guider les pratiques médicales à l'hôpital.

L'urgence est prétextée par certains chercheurs pour transiger avec l'intégrité scientifique. Ce n'est pourtant pas en trichant avec ces règles que l'on va trouver plus vite des traitements efficaces ou des vaccins. Notamment parce que ce virus est encore peu connu, malgré le séquençage de son génome réalisé dès le début janvier par les biologistes chinois. Paradoxe peu compris : plus le pourcentage de guérisons spontanées est élevé et plus il est difficile de prouver qu'un traitement est ou non efficace. Il faut donc réaliser le maxi-



La recherche sur un virus dont on guérit majoritairement de façon spontanée prend plus de temps.

mum de comparaisons avec des placebos ou d'autres traitements. Sinon, on obtient un « bruit » qui permet de crier que l'on a « trouvé » quelque chose et qui ne démontre rien.

L'AFFAIRE DE L'HYDROXYCHLOROQUINE est exemplaire. Toute personne sensée espère qu'il y a là un espoir de traitement. Mais la manière dont Didier Raoult s'est comporté – études sans contrôle, communication tapageuse, manque de coordination avec ses collègues... – retarde la réponse à la question : oui ou non, cela marche-t-il et dans quelles conditions précises, à quels états de la maladie? A la mi-avril, les études réalisées dans le monde entier ne permettaient pas de trancher. De ce fait, plusieurs pays ont arrêté ce traitement

Pas de temps à perdre avec des études mal réalisées et des déclarations populistes

après l'avoir essayé comme la Suède.

Didier Raoult a foulé aux pieds des règles de l'éthique scientifique, soulignées par le réseau européen des Offices de l'intégrité scientifique : « *Les chercheurs doivent communiquer leur travail avec esprit de responsabilité et transparence. Aucune in-*

formation ne doit être omise intentionnellement. Réduire l'intégrité de la recherche mine la confiance de nos collègues, du public et des décideurs politiques. »

Des règles plus valables encore en cas de crise justement parce que nous n'avons pas de temps à perdre. L'OMS s'est exprimée nettement : « *Les informations qui ne sont pas scientifiquement prouvées ne doivent pas être divulguées* », a déclaré le Dr Ibrahim Socé Fall, directeur-général adjoint, chargé de la réponse aux urgences.

MAIS LES TRÈS RARES DÉRIVES du milieu scientifique n'auraient que peu d'effets si elles n'avaient pas été relayées par des responsables politiques, des acteurs sociaux, des médias (donc des journalistes dont la responsabilité personnelle est engagée). Si de nombreux collègues ont fait leur travail, les exemples de dérapages sont trop nombreux. Et la responsabilité des réseaux sociaux numériques (tweeter, facebook, etc) est énorme. Celle des personnes qui y interviennent, bien sûr, mais surtout celle de ces entreprises qui refusent de se plier au statut d'éditeur de presse qui les rendrait responsables – aux plans pénal et financier – des désinformations qu'elles diffusent et qui leur rapportent d'autant plus d'argent qu'elles sont plus... virales. ★

Un 18 mai... de chocs

JEAN RABATÉ

En Isère comme dans toute la France, l'année 1956 fut marquée par de nombreuses manifestations d'opposition à la guerre d'Algérie. Celle qui se déroula à Grenoble fut vigoureuse...

Un mois après Voiron, c'est à Grenoble que s'exprima l'opposition à la politique de « maintien de l'ordre » en Algérie du gouvernement Guy Mollet (1). Ayant appris qu'un train de « rappelés » devait passer en gare dans la soirée du 18 mai, un « Comité de jeunes pour une solution pacifique au problème algérien » avait appelé à manifester. Des milliers de tracts avaient été distribués par les jeunes communistes et de jeunes chrétiens progressistes initiateurs de ce comité, avec l'appui du PCF et de la CGT-jeunes.

DÈS 18H, DES CENTAINES de personnes se retrouvent à la gare où stationnent d'importantes forces de police. De premières violences interviennent après qu'un garde-mobilité ait donné « un grand coup de mousqueton sur la tête d'un ouvrier qui passait à vélo » (2).

Les manifestants, dont les rangs ont grossi à la sortie des ateliers et bureaux, s'installent sur les voies dans la gare et au passage à niveau du cours Berriat. Le train de Paris reste en gare, d'autres sont détournés. Une grue est renversée, du ciment coulé dans les aiguillages, des signaux détériorés.

Des poursuites contre la CGT, le PCF et le comité des jeunes



18 mai 1956, passage à niveau du cours Berriat, au sud de la gare. Ce que l'on a appelé plus tard « la conduite de Grenoble ».

DES RENFORTS de police arrivent de Lyon et de Bourgoin-Jallieu. Aux grenades lacrymogènes et offensives répond l'envoi de pierres tirées des ballasts. Par la suite un observateur des Renseignements généraux affirmera qu'« un millier de manifestants, dont 300 formés en véritables groupes d'assaut ont arrêté le trafic de la SNCF au Sud et lapidé brutalement le service d'ordre de 18h47 à 23h30 ». « Les incidents autour des rappels ont vivement inquiété la population, et il n'est pas jusqu'à des communistes qui aient pensé que l'affaire était allée un peu loin. Si loin, ajoutait-il, que les dirigeants du PCF ont mis les déprédations

sur le compte "d'agents provocateurs" censés avoir lapider le service d'ordre ».

Les jours suivants, *Le Monde* dénombra parmi les manifestants « une cinquantaine de blessés, dont cinq dans un état grave – un Nord-africain a eu un pied arraché par un engin explosif – et cinquante-et-une arrestations ». Des poursuites sont lancées contre la section grenobloise du PCF, la CGT-jeunes et le Comité de jeunes. Des condamnations sont prononcées : de plusieurs jours d'emprisonnement à l'expulsion de sept manifestants d'origine étrangère.

Malgré la répression, l'existence d'ouverture de négociations ne cessa de se développer sous différentes formes. Jusqu'à la fin de la guerre, en mars 1962. ★

La place des communistes

Dans son dernier numéro, le journal grenoblois *Le Postillon* a consacré un article à cette manifestation. Son auteur y estime que la position du PCF « n'était pas bien claire ». Il n'en note pourtant pas moins le rôle premier tenu par les communistes pour la paix en Algérie : « (...) à partir d'avril 1956 émergent en Isère des protestations contre le rappel des disponibles. Des comités contre la guerre ont fleuri un peu partout, souvent à l'initiative des communistes ou des chrétiens de la nouvelle gauche(...) ». *Et encore* : « (...) Parmi les rappelés une bonne partie, constituée principalement de communistes et de chrétiens progressistes, sont fermement opposés à la guerre coloniale. Des cris "Paix en Algérie", "Non à la guerre" se font entendre. »

(1) Voir les deux précédents numéros du Travailleur Alpin.

(2) Témoignage rapporté par Bertrand Tavernier et Patrick Rotman dans leur film *La guerre sans nom, tourné à Grenoble en 1991/92*.

Les supporters du GF 38 solidaires des soignants du CHU de Grenoble

FRANÇOIS PEREZ

Une caisse de solidarité a été mise en ligne par les supporters. Objectif, l'amélioration des conditions de travail au quotidien, dans l'hôpital. Entretien avec l'un des animateurs des Red Kaos.

Où en êtes-vous de votre action de solidarité ?

Vince : Le 18 mars dernier, les trois groupes de supporters de la tribune Ouest : le Diable Bleu 07, GFC 1892 et le Red Kaos 1994, ont eu l'idée d'organiser une caisse de solidarité en ligne pour venir en aide au personnel soignant du centre hospitalo-universitaire de Grenoble, le but étant de contribuer à améliorer leur confort au travail. L'idée a mûri et pris corps.

A la mi-avril, le montant dépassait les 20000 euros. A notre niveau, c'est déjà une belle somme et nous en sommes très satisfaits. La cagnotte est toujours accessible. Elle sera débloquée dès que la fin du confinement le permettra. La famille du GF38, dirigeants, joueurs, groupes de supporters, ainsi que d'autres Grenoblois, ont su montrer leur générosité et leur solidarité.

Savez-vous ce que vous en ferez ?

Vince : Nous avons pris contact avec des cadres du personnel soignant pour qu'ils nous fassent part de leurs besoins spécifiques : machine à café, café, fauteuils relaxants et mobilier de repos, confiseries... On imagine le courage de



« Les valeurs de solidarité prédominent dans notre tribune ».

toutes ces femmes et ces hommes qui se battent, sans relâche, pour sauver des vies, prendre soin de nous.

Les cris d'alerte de l'ensemble du milieu médical datent de plusieurs années. Sans rentrer dans un discours politique, nous observons que c'est le service public qui fait front à cette crise malgré les maltraitements qu'il a subi. Nous pensons

C'est le service public qui fait front à cette crise

aussi aux autres travailleurs qui sont également mobilisés pour nous aider, servir, transporter, livrer... et que l'on oublie si facilement.

A la suite de l'extension de zones réservées aux soins covid 19, au sein du CHU, nous avons répondu à quelques demandes de livraison de courses.

La solidarité c'est dans l'ADN des supporters du GF 38 ?

Vince : Effectivement, ce n'est pas la première fois que les Red Kaos 1994 sont à l'initiative d'actions de solidarité en direction de ceux qui en ont besoin. Nous avons récemment réalisé une collecte de denrées alimentaires auprès de la Banque alimentaire de l'Isère, opération que nous renouvelons régulièrement. Il y a eu également une collecte de vêtements en commun avec Grenoble-solidarité.

Nos actions sont toujours réalisées sur le parvis de notre tribune au stade des Alpes. Elles sont toujours appréciées et soutenues. Nous essayons de faire en sorte que les valeurs de solidarité prédominent dans notre tribune.

Le mouvement supporters est souvent décrié, les ultras encore plus, et pourtant nous essayons de garder cette mentalité qui nous est chère.

Culture, numérique et société

C'est comme un jeu de quilles qui tombent les unes après les autres. Avec le temps qui s'écoule depuis le confinement lié à la pandémie de Covid-19, on ne compte plus les salles de spectacle fermées, les concerts, expositions et autres manifestations culturelles annulées ou reportées, chaque jour allonge la liste dont on peut retrouver le début mais dont on ne connaît pas la fin. Le festival Les détours de Babel n'a pu se tenir, il n'y aura pas de Fête des tuiles à Grenoble, pas de festival Jazz à Vienne ... Tous les festivals de l'été sont supprimés ou en sursis. L'incertitude continue de régner sur des programmations de plus en plus éloignées.

Les artistes, les institutions, essaient de s'adapter, de proposer la culture par le biais des nouveaux médias, ordinateurs, tablettes, téléphones, mais les intermit-

Soyons confiants pour la culture en Isère

tents du spectacle sont sans travail et sans perspective dans un avenir proche, la fin du confinement fixée au 11 mai par Jupiter ne signifiant pas la fin du chômage, loin de là. L'inquiétude est grande, à juste titre, pour ces salariés précaires qui comptent aussi parmi eux des professionnels de divers métiers : son, lumière, costumes, décors, régie ... Une solidarité s'exprime déjà envers eux : paiement aux compagnies de spectacles annulés, maintien de subventions, don des billets achetés en n'en demandant pas le remboursement ... Cela ne suffira pas à empêcher la catastrophe. L'Etat devra

prendre ses responsabilités et ne pas distribuer les milliards d'euros promis pour le soutien des entreprises en excluant le secteur de la culture. Et je ne parle pas ici des entreprises du numérique appliqué à la culture qui voient dans le basculement circonstanciel vers l'utilisation des outils informatiques un nouveau filon à exploiter, un marché à gagner, une nouvelle source de profits.

D'autant que le spectacle de danse, de théâtre, le concert, la visite d'exposition sur tablette n'arriveront jamais à remplacer le spectacle vivant, le contact direct avec les œuvres, l'échange et le partage avec d'autres personnes. Car chacun le ressent douloureusement, ce qui manque le plus dans le confinement, c'est justement le contact humain. L'être humain est un être social. ★

Lire EN PÉRIODE DE CONFINEMENT

Les bibliothèques sont fermées mais la numothèque Grenoble-Alpes permet à tous les habitants de la Métropole Grenoble-Alpes d'accéder gratuitement à plusieurs milliers de ressources numériques : livres, films, revues, magazines, musique de labels indépendants ; cours de langues, de bureautique, révision du Code de la route ; trésors patrimoniaux de la bibliothèque municipale de Grenoble, etc.

Si vous avez un abonnement à jour à la bibliothèque de Grenoble, vous êtes automatiquement inscrit à la numothèque ; sinon pour vous inscrire, il vous suffit de créer un compte. www.bm-grenoble.fr

Nous pouvons aussi puiser dans notre bibliothèque pour relire quelques classiques qui nous parlent d'épidémie et/ou de confinement.

ROBINSON CRUSOË DE DANIEL DEFOË

Paru en 1719, le roman a connu un succès foudroyant. Un homme seul – un Anglais entreprenant et entrepreneur – est échoué sur une île déserte où il restera vingt-huit ans confiné : seul d'abord, puis en compagnie du « sauvage » Vendredi qu'il entreprend de civiliser.

VENDREDI OU LES LIMBES DU PACIFIQUE DE MICHEL TOURNIER

Le roman offre une relecture décapante du mythe en inversant

les rôles : Vendredi apprend à Robinson à vivre autrement, à tourner le dos à la civilisation occidentale et à s'ouvrir à la nature, au soleil et à la liberté. *Vendredi ou la vie sauvage* en est la version jeunesse

LA PESTE D'ALBERT CAMUS

Avril 194..., une épidémie de peste s'abat sur Oran. Personne ne veut y croire sauf les docteurs Rieux et Castel. Mais l'incrédulité se transforme en peur, en anxiété et en panique. Camus analyse les réactions des corps constitués et des individus. Certains cherchent à fuir ou à tirer profit de la situation ; d'autres prient ; d'autres encore agissent solidairement. Indispensable !

Régine Hausermann

VOYAGE EN MISARCHIE

ESSAI POUR TOUT RECONSTRUIRE

D'EMMANUEL DOCKÈS

EDITIONS DU DÉTOUR, 2017



Emmanuel Dockès

Emmanuel Dockès est professeur de droit à l'université Paris-Ouest-Nanterre. Son Essai pour tout reconstruire se présente sous la forme d'un roman voltairien. Il nous conte les péripéties d'un professeur de droit français, Sébastien Debourg, dans un pays inconnu, l'Arcanie, où l'avion qui le

transportait vers l'Australie s'est crashé. La misarchie est le régime politique de l'Arcanie, un régime hyper démocratique qui fonctionne sur le principe d'une réduction maximale des pouvoirs et des dominations. A travers les étapes successives de son périple initiatique, Sébastien nous fait découvrir des institutions, radicalement différentes de celles qui nous gouvernent, qui constituent une somme de propositions, pour transformer notre société dans tous ses aspects, concernant le partage du travail (15 heures de travail hebdomadaire auto-organisées), la liberté d'entreprendre (sans capitalisme), la propriété d'usage, l'autogestion programmée des entreprises, les assemblées tirées au sort, l'éducation sans années d'étude ... mais aussi des propositions pour la monnaie, les services publics, l'accueil des migrants, la gratuité, les subventions, le revenu universel ...

La période de pandémie et de confinement que nous vivons bouscule tellement les thuriféraires de la mondialisation capitaliste et de la dictature de la finance qu'ils semblent soudainement touchés par le Saint-Esprit dont ils reliaient la révélation : « *Après ça, rien ne sera plus comme avant* ». Il faut donc s'attendre au pire, mais nous pouvons aussi être capables de peser pour reconstruire une société plus libre, plus égalitaire, plus fraternelle, un monde plus juste et plus écologique où les maîtres mots ne seront plus concurrence, compétitivité, rentabilité financière ...

Ce livre, très sérieux derrière sa forme humoristique, nous rappelle d'abord que le droit, les institutions d'un pays, sont l'expression d'un rapport de forces, d'une domination de classe. A travers la description d'une utopie, il nous donne quantité de matière à réflexion sur le

système politique dans lequel nous sommes et sur celui que nous voudrions instaurer pour un futur meilleur. C'est un livre important, à lire urgemment.

Jean-Claude Lamarche

La culture s'invite chez vous !

Le temps du confinement, plusieurs sites de l'Isère proposent des visites virtuelles. Pour se cultiver autrement ! Des photos, des commentaires sur des salles, des œuvres... Les sites sont en évolution. N'hésitez pas à y retourner.

AU MUSÉE DE LA RÉVOLUTION FRANÇAISE DE VIZILLE

LA SALLE DE LA RÉPUBLIQUE – sans doute la plus spectaculaire – a été creusée en 1992 dans le rocher sur lequel repose le château. Des peintures de grand format mises en dépôt par d'importants musées français donnent une idée de l'immense résonance de l'événement révolutionnaire dans l'histoire et les arts, de la fin du XVIIIe siècle à la Troisième République.

LA SALLE DU XIXE SIÈCLE montre le retentissement de la Révolution française et son interprétation à cette époque, au service d'une cause ou d'une autre. Les œuvres soulignent également le goût pour la représentation et la célébration des « hommes illustres » censés devenir des modèles civiques et les mythes fondateurs de la République.

AU MUSÉE DE LA RÉSISTANCE ET DE LA DÉPORTATION DE L'ISÈRE

Les posts Facebook du confinement !

DÉMobilISATION GÉNÉRALE

En juin 1944, le débarquement



Musée de la Révolution - La salle de la République

de Provence est annoncé et la Libération du territoire isérois est proche : la mobilisation totale de la Résistance et des maquis est déclenchée. Afin de faire face aux possibles pertes chez les libérateurs, les Francs-tireurs et partisans français battent le rappel auprès du personnel soignant pour renforcer les hôpitaux des maquis, tels que ceux du plateau des petites roches ou de l'Oisans. Deux mois plus tard, les isérois libérés du joug de l'ennemi fêtent alors la victoire en organisant des bals sur les places des villes et villages...

DEMANDEZ L'PROGRAMME

Un choix de lectures, de films à voir sur les chaînes de télévision...

OLIVIER VALLADE, historien et auteur de l'ouvrage Marguerite Gonnet retrace le parcours de cette femme exceptionnelle. En attendant de pouvoir vous procurer l'ouvrage au musée.

Mère de 9 enfants, quand la guerre éclate elle n'hésite pas à s'investir dans le mouvement «Libération Sud» fondé par les époux Aubrac. Arrêtée en 1942, quand on lui demandera pourquoi elle a pris les armes, elle répondra : «Parce que les hommes les avaient laissé tomber». Libérée elle mourra en 1996, à l'âge de 97 ans.

www.culture.isere.fr

LE MUSÉE DE GRENOBLE CHEZ VOUS !

Ateliers, histoires, anecdotes sur les œuvres... L'équipe se mobilise pour vous permettre de



Marc Chagall, Le Songe d'une nuit d'été, vers 1939

belles rencontres avec l'art... en ligne.

LE DÉFI DE LA SEMAINE !

Mardi 14 avril – La Bibliothèque municipale, le Museum et le musée vous proposent un nouveau défi « Autour des mythologies ». Créez des dessins, poèmes, charades, rébus, haïkus et autres devinettes autour des légendes du monde entier. Bref, écrivez et dessinez pour nous raconter vos histoires mythologiques préférées !

Un exemple : « *L'Atelier des enfants* » propose une observation guidée du tableau de Chagall, *Le Songe d'une nuit d'été*, une histoire du tableau et une fiche question/réponse ... également intéressantes pour les grands !

L'EXPOSITION INTITULÉE «GRENOBLE ET SES ARTISTES AU XIXE SIÈCLE» N'A PU OUVRIR LE 14 MARS.

Elle pourra être accessible jusqu'au 2 août... si la musée peut rouvrir ses portes.

Ce que nous apprend cette crise pour le pire... et le meilleur?

MARIE-CHRISTINE VERGIAT
Députée européenne honoraire GUE/NGL

Le respect des gestes barrière n'interdit pas de relever inégalités, discriminations et atteintes aux droits.

Notre pays a été placé dans une situation qu'il n'a jamais connue avec le confinement de sa population.

En matière sanitaire, le principe de précaution doit être une boussole. Mieux vaut avoir des regrets que des remords, comme disait Oscar Wilde. C'est particulièrement vrai aujourd'hui. Mieux vaut regretter ce que l'on a pas pu faire que d'avoir du remords en prenant le risque de contaminer, les premières victimes étant le plus souvent des proches. Aucune hésitation n'est possible. On ne joue pas avec la vie des autres. C'est du comportement de chacun que dépend l'issue de la crise.

Pour autant, le nécessaire a-t-il été fait? Certaines mesures ont-elles été prises trop tôt ou trop tard, trop largement ou pas assez... Trop tôt pour faire un vrai bilan, nous n'avons pas encore tous les éléments. Faut-il pour autant ne rien dire? Sûrement pas. La crise exacerbe inégalités et discriminations. Le virus ne connaît pas les frontières, ni géographiques, ni sociales.

IL EST PLUS FACILE d'être confiné à la campagne, dans une maison avec jardin ou dans un grand appartement au cœur d'une ville que dans un petit logement avec des enfants, une chambre d'étu-



Va-t-il falloir s'habituer à ce genre d'image dans les prochains mois?

diant, un Ehpad ou en un lieu où tous les services publics ont été détruits. Sans parler de celles et ceux qui sont enfermés dans les prisons ou des centres de rétention. Les pauvres, les précaires, les sans droits (sans travail, sans logement, sans papier...), les plus âgés sont particulièrement touchés.

HEUREUSEMENT, ÉLUS LOCAUX, associations, avocats, magistrats ou citoyens solidaires sont nombreux à agir sans parler du dévouement des personnels de nombre de services publics à commen-

Élus locaux, associations, avocats, magistrats, citoyens solidaires...

cer par ceux des hôpitaux.

Le gouvernement et même l'Union européenne, après quelques hésitations, semblent prêts à agir pour « relancer l'économie » et donc « aider » les entre-

prises. Une partie des salariés bénéficie du chômage technique mais d'autres ont perdu leur emploi et les fins de mois vont être difficiles.

UN « ÉTAT D'URGENCE SANITAIRE » a été instauré permettant au gouvernement d'agir par ordonnances et décrets quasiment sans contrôle avec des risques graves pesant sur nos droits et libertés y compris en matière sociale. Nous ne devons pas nous habituer à ces reculs.

Nous devons plus que jamais être vigilants, solidaires et mobilisés, prêts à agir pour le jour d'après en tirant toutes les conséquences de ce que nous aura appris cette crise pour le meilleur et pour le pire. Ne nous contentons

pas de dire que plus rien ne sera comme avant. Sachons construire avec le plus grand nombre une alternative sociale, écologiste, féministe et solidaire.

Continuez à prendre soin de vous. ★

« L'heure n'est pas à la polémique. **En période de guerre, il faut l'unité nationale** »

PHILIPPE DOUSTE-BLAZY

LE QUOTIDIEN DU MÉDECIN 30 MARS 2020

1. **L'image de la guerre est inadéquate.** Le covid 19 n'est pas un ennemi, c'est une catastrophe naturelle même si elle a été provoquée par des conduites humaines. Or cette image a la fonction d'appeler à une union nationale, qui doit interdire la polémique

2. **L'affaiblissement du système de santé** a des origines dans les politiques gouvernementales depuis plus de dix ans. Faire de l'hôpital public une entreprise commerciale concurrentielle, dans le marché mondialisé de la santé était une faute.

3. Discuter du « monde d'après », doit commencer dès maintenant. Exemple : l'objectif national de dépenses d'assurance maladie, calculé à partir des règles budgétaires de l'État, doit être **à partir des charges et des besoins.** De façon générale, on ne peut faire payer aux citoyens et aux travailleurs les fautes de l'État ni remettre en cause une protection sociale et des droits déjà mis à mal par l'ultralibéralisme du pouvoir. Cette période sera celle de tous les dangers. La discussion la plus ouverte est la seule garantie contre le pire.

6. L'appel de certains, repris par le chef de l'État à faire taire toute critique, voire tout débat, apparaît au mieux inopportun, au pire inquiétant. **Ce déni de la critique** à l'occasion de l'épidémie a été le **prétexte** à des emprisonnements politiques en Egypte, en Algérie et en Chine...

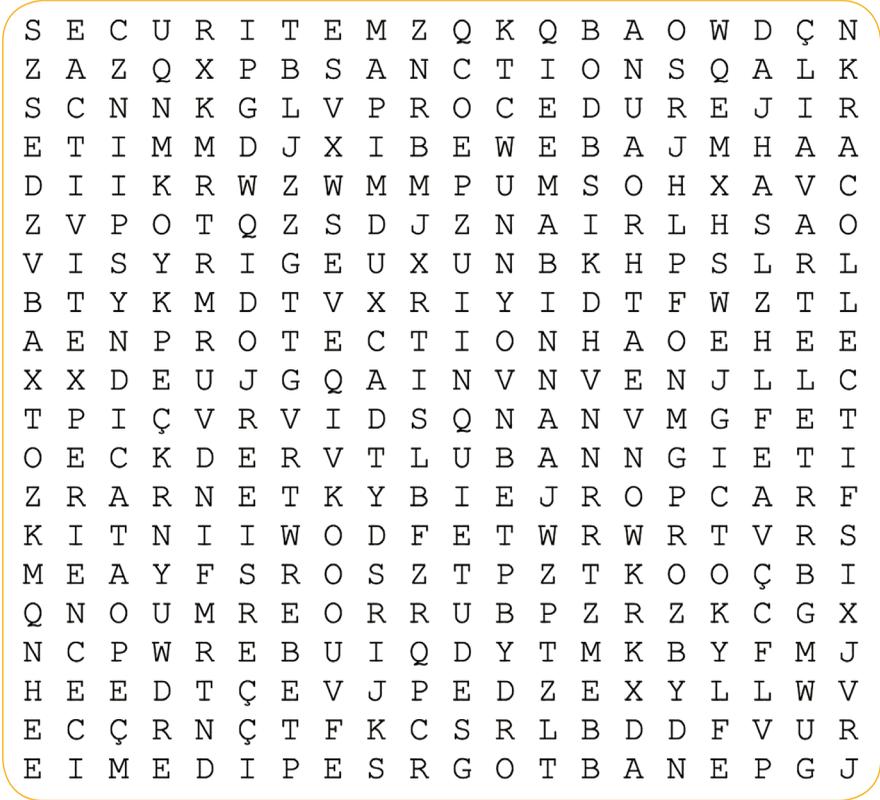
5. En France, donnons-nous **le droit de polémique sur** : la mise à mal du système de santé et de l'hôpital public qui a précédé l'épidémie, le régime de vérité défaillant des gouvernants, et la possible remise en cause des droits sociaux et des libertés à l'issue de la crise sanitaire.

4. Le maintien de la tarification à l'acte à l'hôpital, La délocalisation de la production des principes actifs des médicaments indispensables, furent des erreurs. **La gestion des masques, des tests,** ou les décisions concernant le confinement ont donné lieu à des déclarations au mieux contradictoires, au pire mensongères pour cacher les insuffisances et les hésitations de l'État. On peut aussi parler de défaussement sur la communauté scientifique.

Chaque mois le *Travailleur alpin* décrypte un « **élément de langage** » ou une « stratégie d'image » masquant une déformation de la réalité, un embellissement, une orientation... Bref une possible tentative de manipulation. Un mot vous paraît intoxicant ? Envoyez-nous le à redaction@travailleur-alpin.fr

À retrouver :

- SÉCURITÉ
- SANITAIRE
- SYNDICAT
- ÉPIDÉMIE
- CORONAVIRUS
- PROTECTION
- PROCÉDURE
- DANGER
- ACTIVITÉ
- INQUIETUDE
- TÉLÉTRAVAIL
- VISIONCONFERENCE
- CRISE
- SANCTIONS
- DROITS
- COLLECTIF
- EXPÉRIENCE



Nous trouver en kiosque :

- Les Ecureuils Tabac-presse - 17, rue Gabriel Didier 38130 Echirolles
- Bar-restaurant « Le Square » - 3 square Docteur Léon-Martin 38000 Grenoble
- Fédération de l'Isère du PCF - 20, rue Émile Gueymard 38000 Grenoble

Abonnement annuel

- Vos coordonnées

Nom Prénom (*) :

Adresse (*) :

Code postal (*) : Ville (*) :

Courriel - nécessaire pour recevoir le code d'accès au site(*) :

- Montant (*) :

Formule soutien 50,00 euros pour un an Formule classique 30,00 euros pour un an

Veuillez compléter les champs obligatoires (*) du formulaire, joindre un chèque du montant de la formule choisie à l'ordre du Travailleur alpin et adresser l'ensemble au Travailleur alpin, 20 rue Emile Gueymard - BP 1503, 38025, Grenoble Cedex.

Le (*) :

A (*) :

Signature (*) :

Confinée et connectée, **Saint-Martin-d'Hères**

est mobilisée sur le terrain au plus près de ses habitants pendant cette période inédite, ainsi que sur les réseaux Facebook et Instagram.

Suivez **#smhsolidarites**
pour découvrir chaque jour des contenus pour toutes et tous proposés par les agents de la ville.

